



Royaume du Maroc
Conseil consultatif des droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CCDH DANS LA PRESSE NATIONALE

16 Septembre 2010

16 شتنبر 2010

DROITS DE L'HOMME

La réhabilitation passe aussi par la préservation de la mémoire

De nouveaux partenariats en vue pour soutenir les programmes de mise à niveau culturelle des régions concernées.

Le CCDH continue à s'atteler à la mise en œuvre des recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation (IER). Mercredi, le conseil a passé un accord avec le ministère de la Culture portant sur la préservation de la mémoire et de l'archive et sur la mise à niveau culturelle des régions concernées par la réparation communautaire. Pour rappel, durant son mandat, l'IER avait proposé un programme de réparation communautaire visant à réparer les préjudices collectifs subis par les régions qui ont connu des violations graves des droits de l'Homme. La convention signée mercredi dernier constitue selon le ministre de la culture Bensalem Himmich « le fruit d'une année de concertation et marque le début de la phase de mise en œuvre effective des différentes dispositions de l'accord ». Le responsable gouvernemental, qui n'a pas manqué de souligner la convergence des points de vue de son département et du



CCDH, a affirmé qu'«il ne saurait y avoir de présent ou de futur sans préservation de mémoire». En vertu de la convention signée mercredi dernier, le ministère de la culture s'engage à contribuer à l'entretien et à la préservation de l'archive nationale à travers des opérations d'inventaires, d'informatisation et de restauration. Il s'engage aussi à appuyer les «activités culturelles pluralistes et à

encourager la créativité locale et la culture des droits de l'homme». De son côté, le CCDH s'engage à contribuer au développement de nouveaux partenariats en vue de soutenir les programmes de mise à niveau culturelle des régions concernées et de restauration des anciens centres de détention secrets.

Abdelwahed Rmiche
NATION, PAGE 3

DROITS DE L'HOMME

La réhabilitation passe par la préservation de la mémoire

Accord avec le ministère de la Culture portant sur la préservation de la mémoire et de l'archive et sur la mise à niveau culturelle des régions concernées par la réparation communautaire.

ABDELWAHED RMICHE

Le CCDH continue à s'atteler à la mise en œuvre des recommandations de l'Instance Équité et Réconciliation (IER). Mercredi dernier 15 septembre, il a passé un accord avec le ministère de la culture portant sur la

préservation de la mémoire et de l'archive et sur la mise à niveau culturelle des régions concernées par la réparation communautaire. Pour rappel, durant son mandat, l'IER avait proposé un programme de réparation communautaire visant à réparer les préjudices collectifs subis par les régions qui ont connu des violations graves des droits de l'Homme. Ce programme de la réhabilitation des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux, concerne les régions de Figuig, Errachidia, Ouarzazate, Zagora, Tan Tan, Azilal, Khemissat, Al Hoceima, Nador, Khénifra et Hay Mohammadi à Casablanca. La convention signée mercredi dernier constitue

selon le ministre de la culture Bensalem Himmich « le fruit d'une année de concertation et marque le début de la phase de mise en œuvre effective des différentes dispositions de l'accord ». Le responsable gouvernemental qui n'a pas manqué de souligner la convergence des points de son département et du CCDH a affirmé qu'il ne saurait y avoir de présent ou de futur sans préservation de mémoire ». En vertu de la convention signée mercredi dernier, le ministère de la culture, s'engage à contribuer à l'entretien et à la préservation de l'archive nationale à travers des opérations d'inventaires, d'informatisation et de restauration. Il s'engage aussi à appuyer les « activi-

tés culturelles pluralistes et à encourager la créativité locale et la culture des droits de l'homme ». Le ministère s'engage en outre à soutenir les activités culturelles relatives au développement humain, au suivi de la publication des décrets d'application de la loi sur les archives et à la création effective de l'institution « Archives du Maroc ». De même qu'il s'emploiera à élaborer une stratégie nationale de promotion et de préservation de l'archive. De son côté, le CCDH s'engage à contribuer au développement de nouveaux partenariats en vue de soutenir les programmes de mise à niveau culturel des régions concernées et de restauration des anciens centres de détention secrets. Il s'engage aussi à œuvrer, en coordination avec le ministère, à organiser des conférences, des rencontres et des sessions de formations en vue de promouvoir les valeurs des droits de l'homme, particulièrement les droits culturels. Le CCDH s'attèlera également, à faciliter l'opération de coordination entre les différents acteurs locaux, à collecter les données, élaborer des rapports sur la mise en œuvre des programmes de réparation communautaire et participer au chantier de préservation de la mémoire et de l'archive nationale à travers

LES CLÉS

Réparation communautaire

- L'IER a proposé un programme de réparation communautaire visant à réparer les préjudices collectifs de certaines régions

- Ce programme, vise la réhabilitation des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux

- Il s'agit des régions de Figuig, Errachidia, Ouarzazate, Zagora, Tan Tan, Azilal, Khemissat, Al Hoceima, Nador, Khénifra et Hay Mohammadi à Casablanca.

- Dix-huit conventions de partenariat ont été signées entre 2006 et 2009 avec des partenaires publics et privés à cet effet.

la convention passée avec l'Union Européenne et le ministère des Finances. Dans une déclaration faite à l'occasion de la cérémonie de signature de l'accord, le président du Conseil Consultatif des Droits de l'Homme, Ahmed Herzenni a insisté sur l'importance de cette convention pour la préservation de la mémoire, déplorant par là même, l'insuffisance des archives relatant les événements produits avant 1970. « L'absence d'archives couvrant la période d'avant 1970, sur le travail de l'IER. D'où l'existence de certaines lacunes » a-t-il dit en substance. C'est la raison pour laquelle, la convention signée avec le ministère de la culture revêt, selon lui, une portée considérable. ■

حميش وحرزني يتفقدان على حفظ ذاكرة مناطق جبر الضرر الجماعي

■ أخبار اليوم ■

أبرم المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان ووزارة الثقافة، أمس الأربعاء بالرباط، اتفاقية شراكة وتعاون تهم مجالات حفظ الذاكرة والأرشيف والتأهيل الثقافي للمناطق المشمولة بجبر الضرر الجماعي. وتندرج هذه الاتفاقية، التي وقعها وزير الثقافة السيد بنسالم حميش ورئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان السيد أحمد حرزني، في إطار تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة في شقها المتعلق بجبر الضرر الجماعي المنفذ بأقاليم فكك والراشيدية وميدلت وزاكورة وورزازات وتينغير وطانطان وأزيلال والخميسات والحسيمة والناظور وخنيفرة والحي المحمدي وعين السبع.

وستعمل وزارة الثقافة، بموجب هذه

الاتفاقية، في حدود اختصاصاتها على حفظ الذاكرة والتأهيل الثقافي للمناطق المشمولة بجبر الضرر الجماعي، خاصة من خلال المساهمة في صيانة وحفظ الأرشيف الوطني من خلال عمليات الجرد والرقمنة والترميم وغيرها، ودعم الأنشطة الثقافية الإشعاعية المتعلقة بالتنوع الثقافي وحوار الحضارات وتشجيع الإبداع المحلي والنهوض بثقافة حقوق الإنسان.

كما ستسعى الوزارة إلى المساهمة في دعم الأنشطة الثقافية المرتبطة بالتنمية البشرية، ومتابعة إصدار المراسيم التطبيقية المرتبطة بقانون الأرشيف والإحداث الفعلي لمؤسسة أرشيف المغرب وتكثيف الجهود المرتبطة بوضع استراتيجية وطنية لحفظ وصيانة الأرشيف.

وبخصوص الحفظ الإيجابي لذاكرة المراكز السابقة للاعتقال السري، ستعمل الوزارة أيضا على المساهمة في ترميم هذه المراكز وتحويلها إلى فضاءات لحفظ الذاكرة ومركبات ثقافية بتنسيق مع الفاعلين المحليين (قصبة أكدز وتاكونيت

بإقليم زاكورة، قصبات سكورة بإقليم ورزازات، قصبة قلعة مكونة بإقليم تنغير)، كما ستعمل على ترتيب المباني ذات الصلة الرمزية وتصنيفها كتراث وطني (مراكز الاعتقال أكدز وسكورة وقلعة مكونة ودرب مولاي الشريف ومنزل عبد الكريم الخطابي...) مع المساهمة في عملية توثيق الذاكرة المحلية.

ومن جانبه، يلتزم المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، في حدود اختصاصاته، بالمساهمة في تطوير شراكات إضافية لدعم برامج التأهيل الثقافي للمناطق المشمولة بجبر الضرر الجماعي وترميم المراكز السابقة للاختفاء القسري، والعمل بتنسيق مع الوزارة على تنظيم ندوات وتظاهرات لنشر قيم ومبادئ حقوق الإنسان وبالأخص الحقوق الثقافية، وتنظيم دورات تكوينية في مجال المقاربة الحقوقية والحقوق الثقافية لغايات أطر الوزارة وشركائها. كما سيعمل على تيسير عملية التنسيق بين مختلف الفاعلين المحليين وجمع المعطيات والمعلومات وإعداد تقارير إجمالية وتركيبية عن تنفيذ برنامج الضرر الجماعي والمساهمة في ورش حفظ الذاكرة والأرشيف الوطني من خلال اتفاقية الشراكة التي تربطه بالاتحاد الأوروبي ووزارة المالية.



Mise en œuvre des recommandations de l'IER

Des centres de détention seront transformés en lieux de mémoire

La convention signée, mercredi, entre le CCDH et le ministère de la Culture permettra la transformation d'anciens centres de détention secrets en espaces de préservation et de réhabilitation de la mémoire.

Mohamed Aswab
maswab@aujourd'hui.ma

La mise en œuvre des recommandations de l'IER est en marche. Une convention signée, mercredi 15 septembre, entre le ministère de la Culture et le Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH) prévoit la restauration d'anciens centres de détention secrets pour les transformer en lieux de mémoire et en complexes culturels. Les centres de détention secrets concernés par cette mesure sont notamment Agdz, Kasbah de Sekkoura à Ouarzazate, Kelâat Mgouna, ainsi que l'ancien centre de détention de Derb Moulay Cherif à Casablanca.

Ce projet permettra la transformation de ces anciens centres en «espaces de préservation et de réhabilitation de la mémoire», conformément aux recommandations de l'Instance Équité et Réconciliation (IER). Cette convention prévoit également la mise en place de l'institution «Archives du Maroc» et une stratégie de préservation de l'archive. «Dans le cadre de son rapport final, l'IER avait recommandé de préserver la mémoire et réconcilier les Marocains avec leur histoire afin de garantir à jamais la non-reproduction des violations graves des droits de l'Homme. C'est dans ce contexte que s'inscrit ainsi la convention signée entre le ministère de la Culture et le CCDH. Cette mesure concerne plusieurs anciens centres de détention. Ces centres étaient au départ des palais avant d'être uti-

lisés par la suite par l'Etat comme des centres pour la détention arbitraire», explique Mohamed Mustapha Raïssouni, membre du CCDH et ex-membre de l'IER.

«L'objectif de ce projet étant premièrement la préservation de la mémoire. Il est question aussi de sauvegarder l'aspect culturel et civilisationnel de ces centres. Ces lieux peuvent également servir de centres touristiques dans le cadre du programme de la réparation communautaire, étant donné que les régions dans lesquelles se trouvaient ces centres de détention étaient des régions marginalisées», précise M. Raïssouni, ajoutant que l'action menée en faveur de la préservation de la mémoire constitue un travail collectif qui doit se faire en collaboration avec l'ensemble des départements gouvernementaux ainsi que les différentes composantes de la société civile.

Le Forum marocain pour la Vérité et la Justice (FVJ) qui ne cesse de critiquer l'action du CCDH en matière de mise en œuvre des recommandations de l'IER, a salué la signature de la convention tout en émettant quelques réserves. «La signature de la

Cette convention prévoit également la mise en place de l'institution «Archives du Maroc» et une stratégie de préservation de l'archive.

convention entre le CCDH et le ministère de la Culture traduit une initiative louable bien qu'elle intervient un peu tardivement. Toute démarche visant la mise en œuvre des recommandations de l'IER et le règlement définitif du dossier des violations graves des droits de l'Homme du passé est la bienvenue», note Mohamed Hassine, membre du Forum marocain pour la Vérité et la justice (FVJ). «Toutefois, le problème avec ces conventions de partenariat c'est la lenteur

dans leur mise en œuvre et la non publication de leur contenu. On aimerait bien que le CCDH nous dévoile les détails de cette convention et bien d'autres. Le diable se cache dans les détails, dit-on», poursuit M. Hassine. «Ainsi, dans le cadre du projet de restauration des anciens centres de détention, on aimerait bien savoir ce que fera le CCDH avec la partie effondrée de l'ancienne prison de Tazmamart. En plus, d'après des sources dignes de confiance, l'espace avoisinant l'ancien centre de détention Corbis à Casablanca serait en cours d'acquisition par un investisseur pour le transformer en un projet touristique. Nous avons contacté plusieurs hauts responsables pour nous éclairer à propos de cette affaire, notamment le Premier ministre Abbas El Fassi, mais toujours pas de réponse», s'indigne-t-il. A rappeler que Eneko Landaburu, ambassadeur, chef de la délégation de la Commission européenne au Maroc et Ahmed Harzenni, président du Conseil consultatif des droits de l'Homme avaient signé, jeudi 19 novembre 2009, une convention portant sur un programme



• Ahmed Harzenni, président du CCDH.

d'accompagnement aux recommandations de l'IER en matière d'histoire et de mémoire. Elle a pour objectif de faciliter la mise en œuvre des recommandations de cette instance afférentes aux archives, à l'histoire et la mémoire. La contribution communautaire audit programme est de l'ordre de 8 millions d'euros. ■

حرزني وحميش يتفقدان على تحويل معتقلات إلى مركبات ثقافية

■ الرباط، الأحداث المغربية

مراكز الاعتقال السري السابقة ستتحول إلى منشآت ثقافية ومراكز لحفظ الذاكرة المحلية والوطنية، بموجب الاتفاقية التي وقعها أمس بالرباط كل من وزير الثقافة بنسالم حميش، ورئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان أحمد حرزني، بمقر وزارة الثقافة بالرباط سيكون على وزارة الثقافة أن تعمل على ترميم المراكز السابقة للاعتقال السري في كل من أكادير وتاكونيت بإقليم الرشيدية، وقصبة سكورة بإقليم ورزازات، وقصبة قلعة مكونة بإقليم تنغير، وتحويلها إلى فضاءات ومركبات ثقافية بالتنسيق مع الفاعلين المحليين، مع صيانة الأرشيف المحلي من خلال عمليات الجرد والرقمنة.



أحمد حرزني



بن سالم حميش

الخطوط العريضة للاتفاقية، والتي تضمنتها البلاغ المشترك للوزارة الثقافة والمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، وإن لم تحدد سقفا زمنيا ولا حجم المبالغ المالية التي ستترصد لعمليات الترميم، بالرغم من أن رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان حدد خلال تقديمه لمضمون الاتفاقية مهلة سنتين لإنهاء البرامج المسطرة، كما أعلن عن قيام لجنة مشتركة بين المجلس ووزارة الثقافة تجتمع مرتين في السنة من أجل تتبع خطة التنفيذ.

في شق ثان نصت الاتفاقية على أن تعمل وزارة الثقافة، بالموازاة مع المهمة الأولى، على ترتيب المياني ذات الحمولة الرمزية، وتصنيفها كتراث وطني، خاصة مراكز الاعتقال بكل من أكادير وسكورة وقلعة مكونة ودرج مولاي الشريف منزل عبد الكريم الخطابي، مع المساهمة في توثيق الذاكرة المحلية.

نفس البلاغ، والذي توصلت «الأحداث المغربية» بنسخة منه، أدرج الاتفاقية المذكورة في خانة تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة في شقها المتعلق بجبر الضرر الجماعي المنفذ بأقاليم الرشيدية، ميدلت، زاكورة، ورزازات، تنغير، طانطان، أزيلال، الحسيمة والناظور...

دور المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان سيكون مقتصرًا، من خلال نص الاتفاقية الاتفاقية، على تيسير عملية التنسيق بين الفاعلين المحليين والوزارة، وجمع المعطيات والمعلومات، وإعداد تقارير إجمالية وتركيبية عن تنفيذ برامج جبر الضرر الجماعي، إضافة إلى تنظيم تظاهرات وندوات بشراكة مع الوزارة.

■ الجيلالي بنحليمة

حرزني: غياب الأرشيف عرقل تنفيذ توصيات « الإنصاف والمصالحة »

■ الرباط الأحداث المغربية

معتبراً أن الدولة المغربية كما الأحزاب السياسية لا تتوفران على أرشيف، ووصف رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان غياب مؤسسة للأرشيف الوطني بالثغرة في الشخصية الجمعية المغربية التي يجب على الكل أن يساهم في تجاوزها. من جهته اعتبر وزير الثقافة بنسالم حميش أثناء توقيع نفس الاتفاقية أن إنشاء مؤسسة للأرشيف الوطني بات وشيكاً وكل ما تبقى لدى الوزارة هو الإعلان عن طلب عروض من أجل إيجاد أطر خبيرة في إدارة هذا النوع من الملفات أو الاستعانة بأسماء لها صيتها في المجال من أجل الشروع في تجميع الأرشيف الوطني، بعدما تم تجاوز الخلاف حول اسم المؤسسة العمومية التي سيدير هذه العملية والتي تقرر أن تسمى أرشيف المغرب وتنظم مجالات اختصاصاتها وفقاً للظهير الشريف رقم 1/07/167.

أرجع رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان أحمد حرزني عدم التقدم في تطبيق توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة إلى عدم وجود أرشيف وطني سواء لدى الدولة أو الأحزاب السياسية، واعتبر أحمد حرزني أثناء توقيع اتفاقية شراكة بين المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان ووزارة الثقافة أمس بالرباط، بخصوص تحويل المعتقلات السرية السابقة إلى مراكز ثقافية أن انعدام أثر للأرشيف الوطني فوت على المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان كما فوت على هيئة الإنصاف والمصالحة من قبل الحصول على معطيات ضافية في العديد من القضايا. وأكد أحمد حرزني أن منجزات المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان لم ترق إلى مستوى تطلعات هيئة الإنصاف والمصالحة لاستحالة الحصول والولوج إلى معطيات في العديد من الملفات.



من بينها منزل عبد الكريم الخطابي ودرب مولاي شريف وأكدر رصد 10 ملايين درهم لحفظ الذاكرة وترميم معتقلات سرية سابقة

الرباط: « العلم »

● وقع كل من بن سالم حميش، وزير الثقافة، وأحمد حرزني، رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، إتفاقية شراكة تهدف إلى حفظ ذاكرة ماضي الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان، وإحداث مؤسسة الأرشيف، والتأهيل الثقافي للمناطق المشمولة بجبر الضرر الجماعي، وترميم معتقلات سرية.

وقال مسؤول بوزارة الثقافة ليومية « العلم»، إن الوزارة رصدت ما يقارب 10 ملايين درهم، لتنفيذ مضمين هذه الإتفاقية، ك مبلغ أولي، قد تضاف إليه مبالغ أخرى، عند الضرورة، وذلك على مدى سنتين، فيما رصد المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، جزءا من المبلغ الذي حصل عليه من خلال توقيع إتفاقية مع الاتحاد الأوروبي، والمحددة في 5 مليون أورو، لمدة 5 سنوات، قصد جبر الضرر الجماعي.

وقال بن سالم حميش، وزير الثقافة، إن الإتفاقية الموقعة بين الطرفين، ذات أهمية قصوى في مجال تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، والمرتبطة بالجانب المتعلق بجبر الضرر الجماعي، والتأهيل الثقافي للمناطق التي عانت من ماضي الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان، مؤكدا أن مضمين الإتفاقية تهدف إلى « ديمقراطية الولوج إلى الخدمات الثقافية، وفك العزلة عن المناطق التي عانت سنوات الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان».

وعدد حميش، الذي كان يتحدث أمس الأربعاء، إلى الصحافة بالرباط، أهمية الإتفاقية الثنائية بين الطرفين، مشيرا إلى الوظيفة المستقبلية التي ستقوم بها مؤسسة الأرشيف الوطني، وإصدار المراسيم التطبيقية المرتبطة بقانون الأرشيف، وترميم المراكز السابقة للإعتقال السري، وتحويلها إلى فضاءات لحفظ الذاكرة، وإلى مركبات ثقافية مثل قصبة أكدر، وتاكونيت بإقليم زاكورة، وقصبات سكورة، بإقليم ورزازات، وقصبة قلعة مكونة بإقليم تنغير، معلنا قرب توقيع إتفاقية مع وزارة السياحة، لتنشيط هذه القصبات في الجانب السياحي، وتنظيم ندوات ثقافية وأنشطة إشعاعية.

ومن جهته، إعتبر أحمد حرزني، رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، الإتفاقية بالحدث الهام، «وبالشراكة الجديدة»، التي ستندج مضمينها على مدى سنتين، مؤكدا استعداد الخوض للمحاسبة بعد مرور المدة المتفق بشأنها لإخراج الإتفاقية حيز الوجود.

وقال حرزني، إن هيئة الإنصاف والمصالحة، أنجزت الشيء الكثير في مجال تحقيق المصالحة، بالنظر إلى الصلاحيات الواسعة التي كانت لها في مجال حفظ الذاكرة، لكنها لم تستطع إتمام ما أنجز لغيب أرشيف لدى الدولة والأحزاب السياسية، لذلك ستصبح مؤسسة الأرشيف الوطني معلمة لحفظ الذاكرة، وخدمة المستقبل الديمقراطي والحقوق للمغرب، مسجلا أهمية جمع الوثائق واسترجاع ما ضاع خارج المغرب.

وأعلن حرزني عن إنشاء لجنة ثنائية بين المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، ووزارة الثقافة قصد تنفيذ مضمين الإتفاقية، حيث ستلتئم مرتين في السنة، لتقييم الخطوات المنجزة في هذا المجال، مؤكدا على أهمية ترميم مراكز الاعتقال السرية، وتصنيفها كثرات وطني مثل درب مولاي شريف، ومنزل عبد الكريم الخطابي، وأكدر، وسكورة، وقلعة مكونة.

اتفاقية شراكة بين المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان ووزارة الثقافة

تم يوم أمس الأربعاء 15 شتنبر 2010 بالرباط توقيع اتفاقية شراكة وتعاون بين المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان ووزارة الثقافة تهم مجالات حفظ الذاكرة والأرشيف والتأهيل الثقافي للمناطق المشمولة بجبر الضرر الجماعي. وتندرج هذه الاتفاقية في إطار تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة في شقها المتعلق بجبر الضرر الجماعي المنفذ بأقاليم: فكيك، الراشيدية، ميدلت، زاكورة، ورزازات، تينغير، طانطان، أزيلال، الخميسات، الحسيمة، الناظور، خنيفرة، الحي المحمدي وعين السبع.

وبموجب هذه الاتفاقية ستعمل وزارة الثقافة، في حدود اختصاصاتها، على حفظ الذاكرة والتأهيل الثقافي للمناطق المشمولة بجبر الضرر الجماعي، خاصة من خلال المساهمة في صيانة وحفظ الأرشيف الوطني من خلال عمليات الجرد والرقمنة والترميم وغيرها، دعم الأنشطة الثقافية الإشعاعية المتعلقة بالتنوع الثقافي وحوار الحضارات وتشجيع الإبداع المحلي والنهوض بثقافة حقوق الإنسان.

كما ستسعى الوزارة إلى المساهمة في دعم الأنشطة الثقافية المرتبطة بالتنمية البشرية، متابعة إصدار المراسيم التطبيقية المرتبطة بقانون الأرشيف والإحداث الفعلي لمؤسسة أرشيف المغرب وتكثيف الجهود المرتبطة بوضع إستراتيجية وطنية لحفظ وصيانة الأرشيف.

وبخصوص الحفظ الإيجابي لذاكرة المراكز السابقة للاعتقال السري، ستعمل الوزارة أيضا على المساهمة في إعادة ترميم هذه المراكز وتحويلها إلى فضاءات لحفظ الذاكرة ومركبات ثقافية بتنسيق مع الفاعلين المحليين (قصبة أكدر وتاكونيت باقليم زاكورة، قصبات سكورة باقليم ورزازات، قصبة قلعة مكونة باقليم تنغير)، كما ستعمل على ترتيب المباني ذات الحمول الرمزية وتصنيفها كتراث وطني (مراكز الاعتقال أكدر و سكورة و قلعة مكونة ودرج مولاي الشريف ومنزل عبد الكريم الخطابي..) مع المساهمة في عملية توثيق الذاكرة المحلية.

من جانبه، يلتزم المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، وفق الاتفاقية وفي حدود اختصاصاته، بالمساهمة في تطوير شراكات إضافية لدعم برامج التأهيل الثقافي للمناطق المشمولة بجبر الضرر الجماعي وإعادة ترميم المراكز السابقة للاختفاء القسري، العمل بتنسيق مع الوزارة على تنظيم ندوات وتظاهرات لنشر قيم ومبادئ حقوق الإنسان وبالخصوص الحقوق الثقافية، تنظيم دورات تكوينية في مجال المقاربة الحقوقية والحقوق الثقافية لفائدة أطر الوزارة وشركائها.

كما سيعمل على تيسير عملية التنسيق بين مختلف الفاعلين المحليين وجمع المعطيات والمعلومات وإعداد تقارير إجمالية وتركيبية عن تنفيذ برنامج جبر الضرر الجماعي والمساهمة في ورش حفظ الذاكرة والأرشيف الوطني من خلال اتفاقية الشراكة التي تربطه بالاتحاد الأوروبي ووزارة المالية.

Noticias agencias

Marruecos transformará antiguos centros de detención en espacios culturales

15-09-2010 / 20:50 h

Rabat, 15 sep (EFE).- Marruecos transformará antiguos centros secretos de detención durante el reinado de Hasán II en complejos sociales y culturales, según un convenio firmado hoy entre el Consejo Consultivo de Derechos Humanos (CCDH) y el Ministerio de Cultura. Según este acuerdo, el Ministerio de Cultura contribuirá a la restauración y la rehabilitación de estos centros para transformarlos en complejos culturales, sociales y en espacios de preservación de la memoria.

El presidente del CCDH, Ahmed Herzeni, precisó a Efe que la naturaleza de estos centros culturales y sociales "variará dependiendo de las características de las regiones donde estén situados".

"Pueden ser museos, salas de exposición y también pueden ser centros de formación profesional, según las necesidades locales" agregó Herzeni.

Estas medidas incluyen los centros de detención de Agdez y de Tagunit, en la provincia de Zagora, Skura, en la provincia de Uarzazat, y Kelat Meguna en la provincia de Tinghir, todas ellas en el sureste del país.

A finales de 2008, el CCDH ya firmó convenios similares con los ministerios de Hábitat y del Interior para la restauración y la rehabilitación de los antiguos centros secretos de detención. Estas disposiciones forman parte de las recomendaciones de la antigua Instancia de Equidad y Reconciliación (IER) que creó el rey Mohamed VI en enero de 2004, para examinar las violaciones graves de los derechos humanos durante los llamados "años de plomo" (1960-1999).

La IER examinó 16.000 casos de víctimas de la represión política durante el reinado de Hasán II, muchas de las cuales han recibido ya indemnizaciones del Estado.

En diciembre de 2004, la IER organizó sesiones públicas para que las víctimas de los "años de plomo" pudieran denunciar sus casos y las primeras de ellas fueron retransmitidas en directo por las radios y televisiones nacionales, sin darles la oportunidad de mencionar los nombres de los torturadores.

La IER fue disuelta a finales de 2005, tras haber entregado su informe final al rey Mohamed VI.

El seguimiento de las recomendaciones incluidas en dicho informe fue encargado al CCDH, un organismo que había sido creado por Hasán II en 1990 y reformado después por Mohamed VI. EF